

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-216-CR
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 8 juillet 2025, une inspection renforcée du site exploité par PURFER sur la commune de Saint-Pierre de Chandieu a été menée par des inspecteurs de l'environnement de l'Unité Départementale du Rhône de la DREAL.

Cette inspection avait pour objectifs d'examiner, de façon concomitante, différentes prescriptions de la réglementation des ICPE sur les thématiques suivantes :

- Traçabilité, acceptation et gestion des déchets

- Stockage, traitement et gestion des déchets (VHU et DEEE)
- Gestion du risque incendie
- Risques chroniques : rejets atmosphériques et bruit (objet du présent rapport)

Chaque thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection dédié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER exploite à St-Pierre-de-Chandieu plusieurs activités de broyage et de tri de déchets majoritairement métalliques, située dans la zone d'activité « Les portes du Dauphiné ». Une partie des déchets entrants (environ 200 000 t /an) sont constitués de fractions triées à la source telles que certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques), métaux non ferreux ou véhicules hors d'usage. D'autres apports sont constitués de ferrailles et déchets métalliques en mélange, achetés auprès de différents collecteurs de déchets de la région.

Implanté sur une parcelle de 6,2 ha situé le long de la voie ferrée Lyon Grenoble, le site actuel comportait antérieurement une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont l'arrêt d'activité date de 1999. De pas son classement relevant de la Directive européenne dite « IED » et du fait du vieillissement des installations, un important chantier de modernisation du site s'est déroulé en 2024, incluant l'installation d'un nouveau broyeur principal, d'une nouvelle ligne de post-broyage, d'un nouveau hangar de stockage des fractions non métalliques et d'un nouveau bassin de rétention des eaux de ruissellement.

Le site a connu plusieurs incendies importants nécessitant l'intervention des forces de secours, en particulier hors heures ouvrées :

- samedi 14 octobre 2017 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 juin 2022 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 janvier 2025 : feu dans un stock de résidus de broyage
- dimanche 9 février 2025 : feu dans un stock de déchets pré-triés (gros électroménager)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.VI	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	Sans objet
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
5	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.IV.d	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives et d'amélioration sont attendues de la part de l'exploitant afin d'assurer une meilleure connaissance et maîtrise des nuisances relatives aux émissions atmosphériques de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleurs Techniques Disponibles / Techniques de traitement
Prescription contrôlée :
Technique de traitement utilisée : L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins

<p>une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p> <p>Constat des travaux réalisé pour le traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne localisation des points de rejet - Présence de deux cheminées
<p>Constats :</p> <p>Le rejet canalisé primaire (EA1) est issu de l'aspiration au droit du broyeur. Les techniques de traitement utilisées sont le cyclone suivi d'une épuration par voie humide. Le bac à boue, utilisé pour la technique d'épuration, est contrôlé quotidiennement après l'arrêt de la production et est récuré une fois par mois.</p> <p>Le rejet canalisé secondaire (EA2) est issu de l'aspiration au droit du séparateur à cascade. Les techniques de traitement utilisées sont le cyclone suivi d'un filtre à manche. Le filtre à manche est contrôlé quotidiennement après l'arrêt de la production et doit être changé une fois par mois.</p> <p>La visite sur site à permis de constater la localisation des points de rejets en adéquation avec le porté à connaissance de l'exploitant en date du 2 juin 2023. Les points de rejets sont constitués d'une cheminée de 22 mètres chacun.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Meilleurs Techniques Disponibles / VLE et surveillance applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les Valeurs Limites d'Emissions des rejets atmosphériques doivent respecter les valeurs de l'annexe 3.2.III de l'AM du 17/12/2019 ainsi que l'article 27 de l'AM du 02/02/1998.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue une mesure trimestrielle des rejets atmosphériques par le prestataire IRH. Lors de la visite d'inspection, le rapport de la dernière mesure réalisé le 25 juin 2025 a été présenté à l'Inspection. Les valeurs des rejets de poussières sont conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le rejet primaire une concentration de 2,4 mg/m³ et un flux de 0,13 kg/h, - pour le rejet secondaire une concentration de 1,7 mg/m³ et un flux de 0,075 kg/h. <p>L'exploitant a précisé que les anciennes mesures présentaient des dépassements aux VLE dus à des aménagements à la suite des travaux réalisés sur la ligne de production.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées a constaté que les paramètres indiqués en annexe 3.2.III de l'AM du 17/12/2019 ainsi qu'à l'article 27 de l'AM du 02/02/1998 ne sont pas tous contrôlés. Les fréquences de mesures de l'ensemble des paramètres sont également à préciser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant transmettra le rapport de la prochaine mesure des rejets atmosphériques afin de s'assurer de la pérennité des mesures à l'issue des aménagements.</p> <p>L'exploitant justifiera la présence ou absence des paramètres de son plan de surveillance des rejets atmosphériques ainsi que les VLE et fréquences de mesures associées. Il devra également l'adapter en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.VI
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleurs Techniques Disponibles / Emissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. <p>[...]</p> <p>Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de traitement (broyeur et bandes convoyeuses) est capotée et raccordée aux installations de captation et de traitement de l'air. La hauteur de chute des matériaux est contrôlée par des bavettes guidant les matériaux dans des conteneurs, limitant l'envol de poussière.</p> <p>La majorité des résidus de broyage sont entreposés sous auvent. La fraction la plus légère de ces résidus est cependant entreposée en extérieur. Au cours de l'inspection, des envols de ces résidus de broyage ont été constatés.</p> <p>Un arrosage est réalisé lorsque besoin, notamment sur les résidus de broyage de petite granulométrie. Le hangar de stockage est équipé d'un système d'arrosage par têtes déluges.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place, dans un délai de 6 mois, une action corrective concernant les résidus de broyage stockés en extérieur afin d'éviter leur envol.</p> <p>En complément, afin de mesurer et de caractériser les émissions diffuses de l'exploitation du site,</p>

l'exploitant proposera et mettra en oeuvre une campagne de mesure de ces émissions aux abords de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP / Pavé déchets
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.
Constats : L'exploitant a réalisé la déclaration GEREP de l'année 2024 le 17 mars 2025. La quantité totale de déchets dangereux générés et expédiés est de 564 tonnes. La quantité totale de déchets non dangereux générés et expédiés est de 155 786 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.IV.d
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleurs Techniques Disponibles / Techniques de traitement
Prescription contrôlée : IV. Gestion du bruit et des vibrations Équipements de protection contre les émissions sonores et les vibrations Cela inclut des techniques telles que : - réducteurs de bruit ; - isolation acoustique et anti-vibration des équipements ; - confinement des équipements bruyants ; - insonorisation des bâtiments.
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection le rapport de la dernière mesure des émissions sonores. Celle-ci a été réalisée le 31 juillet 2024. Des mesures complémentaires ont été

effectuées le 2 octobre 2024.

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte particulier d'un important chantier sur le site.

Un écran acoustique a été intégré à l'installation en périphérie de la zone de tri et de broyage des déchets métalliques. La hauteur est comprise entre 11 et 14 mètres. Celui-ci a été mis en place à partir de l'été 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une mesure des émissions sonores dans les 6 prochains mois, permettant d'avoir une mesure dans les conditions de productions réelles de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite